

Conseil exécutif de l'ACEP
Compte rendu de la réunion du 29 février 2012
Bureau national de l'ACEP
Salle de conférence
15 h 45

Présences : C. Poirier (présidence), J.-L. Bourdages, D. Brackley, G. Brennan, R. Brockington, S. Gagnon, L. Haméon, A. Kurikshuk-Nemec, S. Menard, S. Mullen, A. Picotte, G. Phillips, P. Warner, A. Wong, C. Danik, J. Ouellette, D. Martin.

Absences justifiées : C. Creran, J. Marshall, L. Whitmore, M. Zinck, R. Zwicker.

1. Points aux fins d'approbation

1 a) Adoption de l'ordre du jour

Les points 2b, 2c et 2a sont devancés au début de l'ordre du jour parce que le président a une entrevue radiophonique à 18 h.

Résolution : Il est proposé par L. Haméon et appuyé par G. Phillips d'adopter l'ordre du jour, avec modifications. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

2. Rapports

2 b) Rapport du directeur général des politiques

Négociations collectives

- EC :
 - Depuis la dernière réunion, l'employeur a désigné son représentant au conseil d'arbitrage (Guy Lauzé). Les représentants de l'ACEP et du Conseil du Trésor se sont entendus sur un président (Yvon Tarte).
 - Les parties doivent maintenant fixer les dates des audiences. M. Tarte n'est pas disponible avant mai. Nous avons demandé à Bill Krause d'obtenir les premières dates possibles. Il semble que ce soit pendant la semaine de la fête de la Reine.
 - Nous espérons réserver quatre ou cinq jours, car certains des enjeux sont compliqués.
 - La CRTFP et M. Tarte encourageront probablement les parties à accepter la médiation, qui aura probablement lieu juste avant les dates d'audience prévues.
 - Je convoquerai une réunion du comité de négociation EC en avril afin de préparer la médiation possible et de déterminer l'orientation pour quelques autres questions.
- TR :
 - Depuis la dernière réunion, la CRTFP a établi un conseil d'arbitrage. La représentante de l'ACEP est Suzanne Dumas. Le représentant du Conseil du

Trésor est Georges Hupé. Les parties se sont entendues sur le choix d'Yvon Tarte comme président du conseil d'arbitrage.

- Nous en sommes ici aussi à trouver des dates.
- BdP :
 - Hélène Paris est la négociatrice *de facto* pour l'ACEP à la table de négociation avec la direction de la Bibliothèque du Parlement.
 - Les négociations ont été interrompues à la fin de l'année dernière, mais devaient reprendre le 26 janvier.
 - Quelques jours auparavant, l'employeur a annulé la rencontre.
 - Nous nous sommes efforcés de retourner à la table. Nous avons maintenant trois dates : les 19, 20 et 30 mars.
 - Dans la perspective de l'ACEP, une entente à la table est toujours possible. Une autre date est prévue, le 31 mars.

Réaménagement des effectifs

- Rencontres : J'ai eu le plaisir de rencontrer des membres de l'ACEP ces dernières semaines, soit pour parler brièvement du RE à des assemblées générales annuelles de sections locales, soit à des réunions convoquées spécifiquement pour donner des renseignements sur le RE. À ce jour, j'ai eu 11 rencontres avec des membres, et cinq autres sont prévues.
- En outre, nous avons prévu des téléconférences, cinq en tout, pour les régions. Les heures des téléconférences ont été fixées afin de coïncider avec l'heure du déjeuner dans les diverses régions.
- Dans les réunions face à face, j'aurai rencontré plus de mille membres à la fin d'avril. Je crois que quelques centaines s'ajouteront avec les téléconférences (prévues dans les deux prochaines semaines).
- Les gens présents ont remercié l'ACEP d'avoir pris l'initiative de ces rencontres.
- Même des membres de l'exécutif de sections locales d'autres syndicats ont assisté.
- Les rencontres ont été très utiles pour moi, car elles m'ont permis d'adapter certains de nos instruments d'information aux besoins particuliers exprimés par les questions des membres lors des rencontres.
- Dans le processus, nous avons aussi établi trois nouvelles sections locales.
- Vous avez reçu des misés à jour mensuelles sur le réaménagement des effectifs dans l'ensemble de la FP, mises à jour aussi envoyées aux dirigeants des sections locales.
- Nous avons aussi produit cinq feuillets de renseignements sur divers sujets reliés au RE. Cinq autres sont en cours de préparation et seront distribués avant le budget (principes; consultations; échanges de postes; rôle des représentants des sections locales; survivants; protection salariale; ce qu'un employé touché doit savoir; GOER; critères du mérite aux fins de rétention).
- Nous croyons savoir que ces documents sont populaires non seulement auprès de nos membres, mais aussi des membres d'autres syndicats.
- Même des gestionnaires en demandent des copies.
- Et évidemment, il y a le site Web...

Le projet d'analyse économique

- Depuis la dernière réunion du CEN, l'ACEP a examiné les résultats de devoir subir un choc de 89 G\$, au moyen du modèle canadien d'entrées-sorties disponible auprès de Statistique Canada.
- Un groupe de membres du CEN et d'employés de l'ACEP s'est réuni à quelques reprises pour explorer les façons d'utiliser cette information.
- Il a été décidé de publier trois communiqués de presse afin de demeurer dans les nouvelles plus longtemps, plutôt qu'un seul dont on ne parlerait plus après quelques jours.
- Il a aussi été décidé de fournir de la documentation et de publier les communiqués avant le budget (attendu le 13 mars).
- La suite nous a donné raison : nous avons reçu beaucoup d'attention, bien que tout le monde ne soit évidemment pas d'accord avec nos chiffres.
- L'important ici est que nous avons pris l'initiative de poser la question gênante : quel impact auront les compressions budgétaires sur le reste de l'économie?
- Des gens posent maintenant la même question, à l'échelle du pays.

2 c) Rapport du directeur général des opérations

Affaires internes

Anita Bangiricenge et Jake Baizana sont entrés en fonction comme ART pour une durée déterminée le 30 janvier.

Formation des membres

Seize délégués ont participé à la formation sur le réaménagement des effectifs en français le 8 février, et 37 en anglais le 15 février, pour un total de 53 délégués.

Causes devant les tribunaux

Boshra et ACEP (Cour d'appel fédérale)

Nous poursuivons l'affaire de la note de frais suivant le rôle de la Cour. M. Boshra ne collabore pas avec notre conseiller juridique ni avec la Cour. Le 20 février, la Cour a émis une ordonnance donnant à M. Boshra 15 jours pour répondre à un interrogatoire écrit et exigeant qu'il paie des frais de 500 \$ à l'ACEP.

Commission des relations de travail dans la fonction publique (CRTFP)

Causes

C. Basic c. ACEP

La CRTFP, dans une décision rendue le 1^{er} février 2012, a établi que sur les trois questions soulevées dans la plainte, une seule était pertinente. La CRTFP a décidé

d'entendre la question restante au moyen d'observations écrites, qui doivent être présentées au plus tard le 21 mai 2012.

S. Boshra c. ACEP

L'audience sur la plainte de DJR de M. Boshra contre l'ACEP est fixée au mois de mars 2012 (voir le rôle d'audiences ci-dessous).

D.I. Tench c. Ouellette et ACEP

La plainte de DJR de M. Tench contre Jean Ouellette et l'ACEP doit être entendue en avril (voir le rôle d'audiences ci-dessous).

Rôle d'audiences

Il y a quatre audiences prévues pour des causes de l'ACEP devant la CRTFP pour la période de mars à juillet 2012.

Ottawa	19 au 21 mars	Boshra c. ACEP (DJR)	
Halifax	11 au 13 avril	Tench c. Ouellette et ACEP (DJR)	
Ottawa	2 et 3 mai	Lebeau (discrimination – droits pers.)	StatCan
Ottawa	11 au 15 juin	Dupuis (discrimination – droits pers.)	StatCan

Veuillez noter que les audiences peuvent être reportées ou annulées jusqu'au jour de l'audience. Le rôle d'audiences de la CRTFP peut être consulté à :

http://www.crtfp-pslrb.gc.ca/hearingschedules/intro_e.asp

http://www.crtfp-pslrb.gc.ca/hearingschedules/intro_f.asp

Divers

Communications et votes électroniques

Au sujet de la base de données, tous les membres seront regroupés dans une base de données unifiée avec champs mis à jour et synchronisés, et formulaires en ligne d'ici la fin de mars. Quant aux fonctions d'intégration des cotisations dans la base de données, ce travail devrait également être terminé d'ici la fin de mars. Une fois terminé le travail sur la base de données et l'intégration des cotisations, nous procéderons à la migration de la plateforme en ligne de Baytek à InSite et la plateforme de discussion en ligne sera prête pour la vérification du justificatif d'identité pour la connexion.

2 a) Rapport du président

Depuis la dernière réunion du CEN, le bureau national a été très actif. En effet, la préparation en vue du budget fédéral de mars, nous savons maintenant qu'il sera présenté le 29, a occupé tout le monde plus qu'à 100%. Un certain nombre de nos

membres se sont réunis pour faire l'analyse économique des conséquences d'éventuelles compressions et je vous parlerai plus tard de l'impact de notre analyse. En outre, les travaux de préparation de la campagne médiatique avec nos partenaires des autres syndicats de professionnels se sont poursuivis et nous approchons à grands pas de la date du lancement. Nous avons ouvert notre compte Twitter et sommes à bâtir nos listes d'abonnés. Finalement, notre campagne auprès des députés et sénateurs prend son envol.

Débutons donc par l'analyse économique. Comme vous avez pu le voir, l'ACEP a publié le 21 février dernier un premier communiqué portant sur le produit intérieur brut. La réaction des médias a été très positive. Nous avons eu des entrevues à la télé de Radio-Canada et une couverture régionale et nationale, à RDI aux émissions économiques ainsi qu'à 24 heures en 60 minutes, à la radio de Radio-Canada, à CFRA et sur RNC Média, et à CTV à l'émission Power Play. Le Citizen et le Droit ont traité de notre analyse, et le sujet a été repris partout au pays. Grâce à l'excellent travail de Claude Danik, pour la recherche et la rédaction, et de l'équipe de communications, pour ficeler et diffuser le tout, nous avons pu accroître notre crédibilité auprès des médias. Merci beaucoup. On voit déjà un certain effet dans le discours du ministre des Finances. Il a vivement réagi la semaine dernière, disant que le budget ne serait pas sous le signe de l'austérité et serait modéré. On verra.

La deuxième étape a débuté cette semaine, alors que notre communiqué portait sur les emplois perdus. Nous serons moins présents à la télé, mais Radio-Canada a fait un suivi du dossier et j'arrive d'une entrevue à la chaîne parlementaire ainsi qu'à CJAD Montréal. Nous poursuivons nos efforts la semaine prochaine avec un nouveau communiqué destiné aux régions et portant sur les effets spécifiques à ces régions. Pour ce qui est de la campagne avec les autres syndicats de professionnels, le lancement est tributaire de l'annonce de la date exacte du budget. Nous avons prévu faire une première activité avec nos dirigeants locaux. Les gens de la région de la Capitale nationale pourront assister à une rencontre ici à Ottawa et nos dirigeants locaux de l'extérieur auront accès à un webinaire.

Pour ce qui est du compte Twitter de l'ACEP, je vous invite à vous y inscrire pour avoir de l'information presque en temps réel. J'ai aussi ouvert mon propre compte et vais tenter de l'alimenter sur une base régulière.

Parlons maintenant des parlementaires. Nous avons eu quelques rencontres avec des représentants du NPD et allons poursuivre avec le Parti libéral et le Bloc québécois. L'accueil est favorable, particulièrement à la lumière de notre analyse sur les compressions budgétaires et en raison des scandales auxquels le gouvernement est mêlé.

Finalement, Claude Danik vous parlera dans quelques instants de sa « tournée sur le réaménagement des effectifs ». J'ai le privilège d'assister à plusieurs de ces rencontres et je dois dire que nos membres apprécient au plus haut point l'information qu'ils reçoivent, ainsi que l'occasion qui leur est donnée de poser des questions et de ventiler sur la situation actuelle. J'y trouve une motivation additionnelle de continuer nos efforts pour faire changer les plans du gouvernement Harper.

1 b) Compte rendu du 20 janvier 2012

Résolution : Il est proposé par Mullen et appuyé par L. Haméon d'adopter le compte rendu.

Pour = 11, contre = 0, abstentions = 3.

1 c) Rétablissement des comités et de leurs membres courants

Il y a consensus de reconfirmer le Comité des finances, le Comité des Statuts et des Règlements et le Comité consultatif des jeunes membres, ainsi que leurs membres courants.

La question du Comité des communications est reportée à la réunion de mars. Il est **convenu** de fusionner le Comité de sensibilisation et de mobilisation avec le Comité des communications, en raison de la similitude du travail des deux comités, et que le Comité des communications devrait revoir ses attributions dans le cadre de la fusion.

Conformément aux Statuts, le Comité des candidatures et des résolutions sera approuvé à la réunion d'avril.

d) Volontaires aux comités

Comité des finances

Il est proposé par R. Brockington et appuyé par G. Phillips d'approuver la nomination de D. Brackley, S. Menard et N. Giannakoulis comme membres du comité. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

Comité des communications

Il est proposé par A. Picotte et appuyé par L. Haméon d'approuver la nomination de D. Brackley comme membre du comité, ainsi que des membres courants. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

Comité des Statuts et des Règlements

Il est proposé par R. Brockington et appuyé par P. Warner d'approuver la nomination de A. Kurikshuk-Nemec, L. Haméon et S. Gagnon comme membres du comité. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

Comité consultatif des jeunes membres

Il est proposé par R. Brockington et appuyé par L. Haméon, d'approuver la nomination de A. Kurikshuk-Nemec, L. Haméon et A. Wong comme membres du comité. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

Comité des candidatures et des résolutions

Ce point est **reporté** à la réunion d'avril, conformément aux Statuts.

e) Modifications des Règlements

Point **reporté**.

f) Résolution de R. Brockington

R. Brockington dépose une résolution afin d'établir un processus formel de réception des recommandations issues des réunions des conseils, des AGA, AGE et AGB.

Une discussion en table ronde a lieu et il y a consensus que cette question soit renvoyée au Comité des Statuts et des Règlements et que ce dernier consulte les présidents et dirigeants des sections locales par courriel, et que la question soit ramenée au CEN en mai.

Suivi : Comité des Statuts et des Règlements
Échéance : 30 mai 2012

2) Rapports (suite)

2 d) Comité des finances

A. Picotte présente les états financiers de novembre et décembre 2011.

Recommandation du Comité des finances

Le Comité des finances recommande au CEN d'autoriser le mouvement d'argent entre les sous-catégories des postes budgétaires.

Il est proposé par A. Picotte et appuyé par L. Haméon d'approuver la recommandation.

Il est proposé par S. Menard et appuyé par L. Haméon, de remplacer les mots « le mouvement » par « le Comité des finances à déplacer des sommes ». **Résolution adoptée à l'unanimité.**

G. Phillips demande d'ajouter « et que tous ces mouvements d'argent soient signalés à la réunion suivante du CEN ». **Résolution adoptée à l'unanimité.**

Libellé de la résolution principale modifiée :

Le Comité des finances recommande au CEN d'autoriser le Comité des finances à déplacer des sommes d'argent entre les sous-catégories des postes budgétaires et que tous ces mouvements d'argent soient signalés à la réunion suivante du CEN.
Résolution adoptée à l'unanimité.

2 e) Comité des communications

Point **reporté**.

2 f) Comité des Statuts et des Règlements

Point **reporté**.

3) Suivis de la séance de planification stratégique

3 a) Examen de la politique sur les prix

Le Comité des communications se penche sur ce point.

3 b) Calendrier des réunions du CEN

En discussion en table ronde, les idées et points suivants sont soulevés :

- Commencer plus tôt – 15 h ou 15 h 30
- Présenter les rapports écrits à l'avance – cinq jours
- Commencer plus tard et au besoin tenir plus de réunions
- Certains membres ont plusieurs réunions de comités la même semaine
- La qualité du travail souffre d'un surcroît de fatigue
- Raccourcir les réunions
- Commencer à 17 h, arrêter à 18 h pour le souper, puis reprendre
- Commencer à 15 h pourrait empêcher le membre de la BdP d'assister aux réunions en raison de ses engagements professionnels

Il y a consensus de commencer à 17 h, de tenir des réunions plus courtes et de présenter les rapports écrits à l'avance, à l'essai jusqu'en juin.

3 c) Processus de réception par le CEN des recommandations issues des réunions des réunions des membres

Ce point a déjà été traité en 1f).

3 d) Ce qui constitue un « huis clos »

Suivi : J. Ouellette et D. Martin prépareront une note sur ce point.

3 e) Les sections locales régionales peuvent-elles former une nouvelle section locale pour un ministère particulier?

Un amendement aux Statuts est requis pour ce point.

3 f) Statistiques sur les cas par ministère, région, types de cas (vérifier aussi auprès des représentants des sections locales)

Ce point est **reporté** à la réunion d'avril,

4) Questions de fond aux fins de discussion

4 a) Budget fédéral

Point discuté en 2 a)

4 b) Réaménagement des effectifs

Point discuté en 2 b)

5) Levée de la séance

Résolution : Il est proposé par J-L. Bourdages et appuyé par A. Kurikshuk-Nemec de lever la séance à 21 h 25.